



MM. X. De Breucker et A. Schoen entourant Mme P. Dedoncker

MM. A. Egli et R. Kumli

M. D. David et Mme E. Spedale

MM. l'Ambassadeur R. Balzaretto et Fr. Baur
MM. A. Ziegler et T. Ludescher

M. et Mme A. Ruckstuhl

MM. J. Bouilloux et G. De Rycke





MM. Y. Malinjud et C. Petermann,
Mme D. Lebel

Mme M. Truttmann et M. F. Lelievre



MM. J. Russotto et A. Ziegler

Mme A. De Reymaecker et M. M. Vandendijk

Mmes K. Naegeli et B. Stähler
en compagnie de M. S. Hirsbrunner

MM. L. Lopez et J. De Laet

M. et Mme A. Lautenberg

M. P. Soyeur et Mme M. Molina

Mme P. Dedoncker
avec MM. T. Verhoosel et R. Werly





déjeuner-conférence

10/10/2012

Chacun se méfie de l'autorité d'instances supranationales.

"Il est d'autant plus compliqué, renchérit S.E. Roberto Balzaretto, d'expliquer l'intérêt de l'ouverture vers le monde ... quand les choses vont bien ! Et spécialement alors que l'Europe paraît en perte de vitesse dans le monde".

Et de souligner que, 14^e puissance économique, la Suisse, pour la 4^e année consécutive, arrive en tête du classement établi par le Rapport Global sur la Compétitivité 2012 (au World Economic Forum), devançant Singapour, la Finlande, la Suède, les Pays-Bas, l'Allemagne et les Etats-Unis.

La Suisse apparaît comme un îlot au milieu de la crise européenne, avec des finances saines, presque le plein emploi avec seulement 3,5% de chômage, des exportations dans des marchés de niche, en un mot, l'économie la plus compétitive du monde.

Dans un pays aussi teinté de libéralisme que la Suisse, la demande adressée à l'Union européenne se traduit en termes d'accès au marché européen.

Associée à des accords tels Schengen ou Dublin, la confédération garde une distance critique par rapport à l'Union européenne, à l'OTAN, faisant davantage confiance aux Nations Unies où règnerait plus de transparence.

Le gros défi, le plus tangible aussi, c'est d'avoir une relation apaisée avec les voisins directs de la Suisse : l'Allemagne, la France et l'Italie.

Des accords bilatéraux ou globaux ? Les deux sans doute, avec pour ambition d'influencer sur le cours des choses, d'introduire une composante stratégique dans les accords.

Car, comme le rappelle Monsieur Balzaretto, *"la politique extérieure est un mélange de planification stratégique et d'opportunisme"* au sens premier du terme, à savoir, de réagir aux occasions, de tirer le meilleur parti des circonstances.

Les relations avec l'Union européenne ? Le défi aujourd'hui, c'est de s'adapter à la vitesse avec laquelle évolue l'Union. Alors même que l'Europe avance rapidement, la Suisse doit trouver les raisons qui font coïncider ses intérêts avec ceux

de l'Union. La reprise du droit communautaire européen n'est qu'un aspect de ce processus.

Cinq domaines sont prioritaires dans le dialogue avec l'Union européenne : l'électricité, l'énergie, les transport, la libre circulation des personnes, la fiscalité de l'épargne, en ce compris les accords Rubik.

Pour chacune de ces matières, il faut construire quelque chose de spécifique. Plus facile à dire qu'à faire dans certains domaines ! Et si la fiscalité de l'épargne est au centre de bien de débats, c'est que la place financière suisse entre pour près de dix pour cent dans la création de valeur du pays.

Présentées et discutées au plus haut niveau, les propositions suisses "passent mal" auprès des autorités européennes. L'endettement de certains Etats membres ne sera sûrement pas un facteur de conciliation...

"Nous devons établir des structures d'intégration qui respectent les autonomies respectives, les intérêts de la Suisse et de l'Union européenne", réaffirme Monsieur R. Balzaretto. L'auditoire ne peut qu'adhérer.

La conclusion de Monsieur R. Balzaretto : *"Le mot de la fin n'est pas écrit !"* L'importance des remarques et questions ont bien confirmé cette assertion !



Ph. Kenel a offert "La Vérité sur l'affaire Harry Quebert" de J. Dicker aux Ambassadeurs R. Balzaretto et B. de Cerjat



M. D. Beck



M. D. Bohmert



M. et Mme Y. Neujean, Mme B. Berg